

Nombre de Délégués :	
En exercice	116
Présents	65
Procurations	10

75

Votants

DELIBERATION N°11-121023

Objet : Déchèterie de SARLAT : Création d'une zone de rétention Pour accueillir les eaux issues de l'extinction d'un incendie

L'an deux mille vingt-trois, le douze octobre, le Comité Syndical du SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES du Périgord Noir dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à "La Borne 120", Commune de Marcillac-St-Quentin sous la présidence de M. Jérôme PEYRAT, Président.

Date de Convocation du Comité Syndical : le 04 octobre 2023

Etaient présents:

POUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FENELON :

ARCHIGNAC Joël PARKITNY **BORREZE**

CALVIAC EN PERIGORD

CARLUX CARSAC AILLAC

JAYAC **PAULIN** PECHS-DE-L'ESPERANCE

SALIGNAC EYVIGUES

SIMEYROLS PRATS DE CARLUX ST CREPIN ET CARLUCET

ST GENIES

ST JULIEN DE LAMPON STE MONDANE **VEYRIGNAC**

Eoduard ROULLET

Jean-Claude DELHORBE Andrée CAMBIER

Guy ESTRUC Alain PERIQUOI

Jacques FERBER Jean-Pierre PLANCHE Héloïse MARADENE Gérard TEILLAC

Jean-Pierre HAMEL Gilles ARPAILLANGE Claude DENIS

Chantal LAVILLE

Philippe BOISSON

Amandine DALBAVIE

Alain LALBIAT

Marie-Laure FERBER

Laurent LACOMBE

POUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DOMME-VILLEFRANCHE DU PERIGORD :

Séverine RAMOS BOUZIC CASTELNAUD LA CHAP. Christian ARNOUIL CENAC ET ST JULIEN Martine CONSTANT

DAGLAN Maurice LAPOUGE DOMME Patrick ARMAGNAT

FLORIMONT GAUMIER

GROLEJAC NABIRAT

ST AUBIN DE NABIRAT

ST CYBRANET ST LAURENT LA VALLEE ST MARTIAL DE NABIRAT

ST POMPON

VEYRINES DE DOMME

Jean-Pascal FARINA

Christiane DESMOULINS Christian GARRIGOU Damien BARD Alain BIELHER

Lilian GILET Hervé MENARDIE François DEFONTAINE

Pascal MISSIAEN

POUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VALLEE DE LA DORDOGNE :

ALLAS LES MINES Yves GAROUTY CASTELS-BEZENAC Hervé CARVES Alain FREREBEAU Eric HAUTESSERE **MEYRALS**

POUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VALLEE DE L'HOMME :

AUBAS Jean-Marie DESCAMP Elisa COUSIN COLY-ST AMAND Jean-Louis BREUIL **FANLAC**

LA CHAPELLE AUBAREIL Catherine BERTHELOT LES EYZIES Françoise BAUDRY LES FARGES

MONTIGNAC PEYZAC LE MOUSTIER Hervé DUVAUCHELLE

SERGEAC Pierrette BLEMONT ST LEON SUR VEZERE

Cyril CERF **THONAC** Patrick LE MELLEDO VALOJOULX Jean-Pierre MEGE Odile ROUX

AR Prefecture

024-252402284-20231012-D1112102023-DE Reçu le 19/10/2023

POUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT-PERIGORD NOIR :

BEYNAC et CAZENAC
LA ROQUE GAGEAC
MARCILLAC ST QUENTIN
MARQUAY
PROISSANS
SARLAT LA CANEDA
ST ANDRE-ALLAS
ST VINCENT DE COSSE
ST VINCENT LE PALUEL
STE NATHALENE
TAMNIES
VEZAC

Francis VAUCEL
Jérôme PEYRAT
Christine LASCOMBE
Nathalie GLEMAREC
Patrick CROUZILLE
Marlies CABANEL
Jean-Jacques ALBIE
Nathalie BALLERAND
Eric ALARD

Marc PONS Christian SESTARET Jacques TUNEU

Sylvie JESINGHAUS Fabien PERUSIN Marie-Pierre VALETTE Céline DUVAL

Christine DANGREMONT

Excusés:

VITRAC

M. Gé KUSTERS (Saint-Léon-sur-Vézère), M. David LESPINASSE (Saint-Léon-sur-Vézère), M. Serge PARRE (Beynac-et-Cazenac), Mme Jacqueline JOUANEL (Meyrals), M. Gérard VIELLE (Pechs-de-l'Espérance), M. Guy PRIESTER (Pechs-de-l'Espérance), M. Mathias LUCAS (Florimont-Gaumier), Mme Marion CHAPUT (Saint-Geniès), M. Charles MOLINA (Saint-Geniès).

Procurations:

M. Eric BOURDET (Sainte-Mondane) donne procuration à M. Gilles ARPAILLANGE (Sainte-Mondane); Mme Brigitte CAPMAS-REBOUISSOU (Saint-Crépin-Carlucet) donne procuration à M. Gérard TEILLAC (Saint-Crépin-Carlucet):

Mme Claudine FARFAL (Saint-Cybranet) donne procuration à M. Alain BIELHER (Saint-Cybranet);

Mme Sylvie DELBARY (Vézac) donne procuration à M. Christian SESTARET (Vézac);

M. Michel ANDRE (Marcillac-Saint-Quentin) donne procuration à Mme Christine LASCOMBE (Marcillac-Saint-Quentin):

M. Francis COUSIN (Domme) donne procuration à M. Patrick ARMAGNAT (Domme) ;

M. Sébastien FRIT (La Chapelle-Aubareil) donne procuration à Mme Catherine BERTHELOT (La Chapelle-Aubareil);

M. Fabrice LEFEVRE (Simeyrols) donne procuration à M. Jean-Pierre PLANCHE (Simeyrols);

M. Sylvain BRULEY (Allas-les-Mines) donne procuration à M. Yves GAROUTY (Allas-les-Mines);

M. Francis JAGOURD (Jayac) donne procuration à M. Guy ESTRUC (Jayac).

Mme Marlies CABANEL (Sarlat-la-Canéda) a été élue secrétaire de séance.

Le Président rappelle à l'assemblée sa délibération du 30 juin 2023 relative à la mise en place d'une bâche souple de 130 m3 destinée à recevoir les eaux issues d'un incendie (solution 4 cidessous).

Il rappelle qu'à l'issue de la visite des services de la DREAL à la déchèterie de SARLAT, le SICTOM DU PERIGORD NOIR est dans l'obligation de réaliser urgemment une zone de rétention permettant d'accueillir 120 m3 d'eaux issues de l'extinction d'un incendie.

A défaut de pouvoir recevoir les eaux issues d'un incendie, de pouvoir les pomper et les retraiter, la DREAL opèrera une fermeture administrative de la déchèterie.

Cette zone de rétention doit donc être située en bas de la déchèterie afin de recevoir les eaux du haut de quai ainsi que celles du bas de quai. Considérant la configuration du site réaménagé en 2014, et notamment, des réseaux d'eaux usées, il parait opportun d'adapter un système après le bac séparateur d'hydrocarbures.

Il rappelle les solutions qui ont été recherchées dans ce sens :

- 1. La réalisation d'un édifice couvert hors sol, de 120 m3, en éléments préfabriqués béton et dallages, équipé pour recevoir les eaux comme pour les pomper, a été estimée à 147 255.45€ HT soit 176 706.54€ TTC. Cet « cuve béton » serait réalisée dans l'enceinte de la déchèterie, assez proche du propriétaire voisin.
- 2. La réalisation d'un terrassement et pose d'une cuve en acier de 120 m3, équipée pour recevoir les eaux comme pour les pomper, s'élèverait à 67 237.00€ HT soit 80 684.40€ TTC. La récupération des eaux est prévue avant le bac hydrocarbures.

AR Prefecture

024-252402284-20231012-D1112102023-DE Reçu le 19/10/2023

La cuve de 18 mètres de long et 2.90 m de diamètre, serait installée en proximité directe de la clôture de la déchèterie, en contrebas.

Cette proposition nécessite de déboiser.

- 3. La réalisation d'un terrassement et pose d'une bâche souple de 130 m3, spécifique en raison de la présence potentielle d'hydrocarbures, équipée pour recevoir les eaux comme pour les pomper, est chiffrée à 39 700€ soit 47 640€ TTC, sous réserve de zones rocheuses. La reprise du grillage est intégrée dans la proposition.
 - La réserve souple de 4.50m x 27.50m et 1.40m de haut une fois remplie, serait installée en contrebas de la déchèterie le long de la clôture.
 - La récupération des eaux étant prévue avant le bac de séparation des hydrocarbures et afin de respecter la règlementation, la bâche spécifique à cet usage serait de couleur jaune.
 - Cette proposition nécessite de déboiser.
- 4. La réalisation d'un terrassement et pose d'une bâche souple standard de 130 m3, équipée pour recevoir les eaux après le bac de séparation des hydrocarbures, comme pour les pomper, est chiffrée à 36 280€ soit 43 536.00€ TTC, sous réserve de zones rocheuses. La reprise du grillage est intégrée dans la proposition.

La réserve souple de 7.40m x 15.30m, et 1.60m de haut une fois remplie, serait installée en contrebas de la déchèterie le long de la clôture.

La récupération des eaux étant prévue après le bac de séparation des hydrocarbures et afin de respecter la règlementation, la bâche permettant de récupérer les eaux issues d'un incendie serait de couleur verte. Une garantie de 10 ans s'applique à la bâche. Cette proposition nécessite de déboiser. Elle permet d'utiliser une zone moins en pente et donc de réduire les travaux.

Le président précise que ce terrain est actuellement en zone UD dans le PLU, permettant la réalisation de ces travaux au titre de l'utilité publique. La surface aménagée nécessitera de réaliser une déclaration de travaux et pour les trois dernières propositions, de demander une autorisation de défrichement.

Cette solution avait été retenue lors de la réunion du 30 juin 2023.

Le Centre Hospitalier de SARLAT, propriétaire du terrain, a donné son autorisation pour effectuer le déboisement nécessaire à ce projet, précisant que tous les frais restent à la charge du SICTOM.

Lors de notre retour vers les services de la DREAL, et suivant l'avis des services du SDIS, ceux-ci émettent des réserves à l'encontre d'une bâche souple. Après compléments d'informations auprès du fournisseur, ce matériel, résistant aux effluents industriels, peut se trouver percé par l'effet d'une branche tombée, ce qui est réparable. Ceci pourrait être évité en disposant une couverture au-dessus de la bâche, ce coût serait à ajouter au premier devis. Au niveau de la résistance calorifique, la bâche conserve ses capacités jusqu'à une température de 50°, elle ne résisterait donc probablement pas à un feu qui serait à proximité et ne répondrait pas aux objectifs de ce projet.

Ceci considéré, le Président propose donc de réévaluer les solutions évoquées ci-dessus et donc d'engager une consultation prenant en compte les éléments de la solution 2 (installation d'une cuve en acier) qui répondrait en tous points aux exigences de ce dossier.

Compte tenu des montants, la procédure retenue est le marché à procédure adaptée dans le cadre d'un marché de travaux, pour une enveloppe globale comprise entre 40000€ et 90000€ HT, distribuée en deux lots: la fourniture d'une cuve, la VRD nécessaire pour installer le matériel (pose d'un regard pour les vannes à la sortie du bac de séparation des hydrocarbures, et en contrebas de la déchèterie, dépose de la clôture, déboisement, dessouchage, creusement audessous du niveau du sol de la déchèterie, stabilisation du terrain et nivellement pour permettre la pose d'une cuve en acier de 3m de diamètre et de 18 mètres de long.

AR Prefecture

024-252402284-20231012-D1112102023-DE Reçu le 19/10/2023

> Vu l'avis du Bureau Syndical, réuni en séance du 10/10/2023, Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Retient le caractère d'urgence lié à l'imposition de la DREAL pour réaliser ces travaux,
- Sollicite qu'une demande de défrichement soit réalisée dans les plus brefs délais,
- Sollicite qu'une déclaration de travaux soit réalisée,
- <u>Retient</u> la proposition n°2 « réalisation d'un terrassement et pose d'une cuve en acier de 120 m3 » ci-dessus exposée, sous réserve de l'accord des services de l'Etat,
- <u>Mandate</u> le Président pour réaliser les consultations nécessaires et mettre en œuvre ces travaux dans les meilleurs délais,
- Autorise le Président à engager, liquider et mandater les dépenses correspondantes,
- <u>Dit</u> que les crédits sont inscrits au budget général 2023 et qu'ils seront reportés en 2024 pour la partie non consommée,
- Fixe l'amortissement de cet investissement à sur 10 ans.

Fait à Marcillac-Saint-Quentin, le 12 octobre 2023.

Jérôme PEYRAT Président